

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE RÉGIE DES PRIX ET DES SALAIRES

M. G. W. Baldwin (Peace River): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Vu le danger persistant de l'inflation et le doute à l'égard de la politique du gouvernement dans ce domaine, le premier ministre suppléant a-t-il demandé l'avis de juristes—et je n'en demande pas le détail—sur la compétence du gouvernement fédéral en matière de réglementation des prix et des salaires?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): En effet, monsieur l'Orateur, j'ai indiqué l'autre jour à la Chambre qu'à notre avis, nous aurions la compétence voulue dans des circonstances qui justifieraient une régie des salaires et des prix.

M. Baldwin: Le gouvernement a-t-il discuté avec les gouvernements provinciaux la question de savoir s'ils délégueraient leurs droits au gouvernement fédéral ou collaboreraient avec lui? Je veux simplement me renseigner.

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. La Commission des prix et des revenus a déjà discuté avec les provinces, je crois, la question de savoir si elles voulaient exercer des restrictions ou imposer des contrôles dans leurs domaines de juridiction mais, sauf erreur, la réponse fut négative.

* * *

L'INDUSTRIE

LA PAUL MANEY LABORATORIES—LE RISQUE DE REPRISE PAR UNE MAISON ÉTRANGÈRE

M. Max Saltsman (Waterloo): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce, si je parviens à attirer son attention, et lui demander s'il peut aujourd'hui répondre à ma question de vendredi à propos de la Paul Maney Laboratories. Dans quelle mesure son ministère aide-t-il à en empêcher la vente à des intérêts étrangers?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, deux points seulement. La société a récemment présenté une demande de prêt dans le cadre du programme d'aide au développement de l'industrie pharmaceutique. Cette demande est à l'étude et sera examinée aussi rapidement que possible. Je crois comprendre aussi qu'une société canadienne, dont le siège social est aux États-Unis, songe à faire une offre en vue de l'achat de cette société.

M. Saltsman: Le ministre voudrait-il nous dire s'il entend s'assurer que cette société demeure entre des mains canadiennes, l'une des rares sociétés canadiennes de produits pharmaceutiques au Canada à ne pas appartenir à des étrangers?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, dans la mesure où les programmes de mon ministère peuvent être utilisés à cette fin, oui; mais il est d'autres choses auxquelles les programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce ne peuvent remédier, si bons qu'ils soient.

[L'hon. M. Jamieson.]

L'AGRICULTURE

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—RÉVISION DE LA POLITIQUE

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

A la suite de l'annonce, le 30 mars 1971, de la nouvelle politique laitière pour l'année courante, l'honorable ministre avait laissé entendre que des améliorations pouvaient être apportées au cours des prochains mois. Est-il maintenant en mesure de nous dire si des améliorations, quant aux prix, seront apportées, à l'avantage des producteurs de lait industriel?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure d'annoncer aucun changement, mais je puis faire rapport sur la situation de l'industrie laitière: tant au Canada que sur les marchés internationaux, la situation s'est améliorée de façon très satisfaisante.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

J'accepte la réponse de l'honorable ministre à l'effet qu'il y a des améliorations, mais ma question est la suivante: Est-ce que les producteurs de lait industriel en bénéficieront bientôt?

[Traduction]

L'hon. M. Olson: Oui, monsieur l'Orateur. La date n'a pas tellement d'importance, car une amélioration immédiate pourrait être obtenue au niveau des réserves. Qu'elle intervienne dans les prochaines semaines ou un peu plus tard, cette amélioration profitera de toute façon aux producteurs.

L'APPROVISIONNEMENT EN LAIT DES FROMAGERIES

M. R. E. McKinley (Huron): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture monsieur l'Orateur. Sait-il que l'approvisionnement en lait des fromageries s'amenuise rapidement? A-t-il l'intention de faire quelque chose à ce sujet?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a déjà été posée voici quelques jours, mais je ne sais pas au juste si le ministre y avait répondu. Je crois que oui, sinon, il pourrait répondre au député de Huron.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Permettez-moi de faire remarquer très brièvement, monsieur l'Orateur, que ni le ministre, ni la Commission du lait ne contrôlent l'approvisionnement en lait des fromageries et des autres usines de transformation.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROTOCOLE DE CONSULTATIONS CANADO-SOVIÉTIQUE —LE PREMIER MINISTRE ET LES FLOTILLES DE PÊCHE SOVIÉTIQUES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au premier ministre sup-